

Consultation publique de la CRE N°2020-015 du 1^{er} octobre 2020 relative au prochain tarif d'utilisation des réseaux publics de transport d'électricité (TURPE6 HTB)

Réponse d'EDF

12 novembre 2020

Les réponses d'EDF à cette consultation sont exprimées à plusieurs titres : i) en qualité de gestionnaire de réseau d'électricité dans les Zones Non Interconnectées au réseau métropolitain continental (ZNI), ii) en qualité de producteur d'électricité, iii) en qualité de fournisseur d'électricité et iv) en qualité de maison-mère d'Enedis.

Les remarques d'EDF en qualité d'actionnaire de RTE sont exprimées dans la réponse faite par RTE.

Question 1 : Avez-vous des remarques concernant les principaux enjeux respectivement identifiés par RTE et la CRE pour la période du TURPE 6 HTB?

Concernant les enjeux liés à la transition énergétique, EDF partage les analyses de la CRE sur les effets de l'augmentation significative des moyens de production EnR, des raccordements des moyens de production éoliens offshore, de l'arrêt des centrales de production au charbon et de l'augmentation de la mobilité électrique. EDF estime également nécessaire de considérer également l'effet conjoint de l'efficacité énergétique et de l'électrification des usages dans l'industrie et le bâtiment qui auront un impact sur les flux sur les réseaux.

Concernant les investissements (33 Md€ sur 15 ans et 3 Md€ pour immobilier, SI, logistique et véhicules), EDF partage la volonté de la CRE de les maîtriser tout en permettant à RTE de mener à bien ses missions. Il apparaît cependant nécessaire de prendre la mesure dans la hausse des investissements du poids résultant de décisions des pouvoirs publics, notamment la prise en charge des coûts de raccordement de l'éolien offshore par le TURPE (évolution de périmètre constituant un transfert de charge du budget de l'État vers celui de RTE pour environ 500 M€ d'investissements par an). Ces investissements en hausse ne sauraient être interprétés comme un défaut de maîtrise des investissements de la part de RTE car ils s'imposent à RTE.

Concernant la qualité d'alimentation et la sécurité d'approvisionnement, EDF partage l'analyse de la CRE sur le niveau satisfaisant de la performance actuelle de RTE et sur le fait qu'il serait coûteux et sans justification évidente d'envisager des objectifs plus exigeants.

Sur la sécurité d'approvisionnement, il sera utile de tenir compte de la montée en puissance de la production dispersée sur les conditions d'exploitation du système et donc sa sûreté (plans de délestage, observabilité, contribution au SSy...).

Concernant le recours à des sources de flexibilité plutôt que des renforcements de réseau, une décision efficace nécessitera de répartir de façon optimale l'utilisation des flexibilités entre les besoins de gestion de l'équilibre offre demande et ceux liés au traitement des contraintes réseau de transport et de distribution en comparant la valeur des différents services rendus par la flexibilité (économies de gestion de l'EOD y compris la défaillance versus le coût d'anticipation des renforcements) nette des coûts de mise en œuvre. L'utilisation des flexibilités devra être régie par un dispositif assurant cette répartition optimisée.

EDF est convaincue qu'une régulation incitative est souhaitable notamment pour accompagner la transformation et la modernisation du GRT. Mais pour être efficace, la régulation incitative devrait se concentrer sur les indicateurs principaux sur lesquels le gestionnaire de réseau peut agir sans multiplier le nombre d'indicateurs. Or, EDF constate que le nombre d'indicateurs est augmenté.

Concernant le niveau et la structure du tarif, une forte hausse est indispensable pour couvrir la hausse des dépenses d'investissement et la gestion des actifs dans un contexte de vieillissement des ouvrages. EDF est favorable au rééquilibrage entre les parts fixes (augmentation) et les parts proportionnelles au soutirage (diminution). EDF constate que l'écart anticipé sur les recettes pour l'année 2020 est élevé (279 M€). Cet écart est la conséquence d'une baisse des volumes soutirés du fait de la crise sanitaire et des températures supérieures à la moyenne sur les premiers mois de l'année. Cela met en évidence le fait que facturer l'utilisation du réseau en proportion des volumes soutirés ne reflète pas la structure des coûts supportés par le gestionnaire de réseau, ce qui aboutit dans ces circonstances à un déséquilibre financier important, qui devra être apuré via une hausse supplémentaire du TURPE sur les quatre prochaines années. L'évolution en structure doit donc être poursuivie afin que chaque catégorie d'utilisateurs supporte les coûts de réseau qu'elle occasionne.

Enfin, EDF est fortement opposée à l'augmentation du timbre d'injection pour les niveaux de tension HTB3 et HTB2 qui n'est pas justifiée. EDF regrette l'inexistence d'études d'impact relatives au niveau du timbre d'injection, en particulier au regard des charges justifiant l'application d'un timbre d'injection, et rappelle le caractère discriminant et pénalisant pour l'économie nationale de l'application du timbre uniquement aux unités raccordées en HTB2 et HTB3.

La transition énergétique conduit également à une modification du fonctionnement du système électrique qui nécessite l'adaptation des ouvrages, des outils et des pratiques. Cette dimension est évoquée dans les paragraphes suivants mais pas dans celui concernant les principaux enjeux du TURPE 6 HTB, alors que ce sera une des évolutions majeures que les gestionnaires de réseau devront intégrer lors de cette période du TURPE 6.

La suite de la réponse est confidentielle

Question 2 : Êtes-vous favorable aux grands principes tarifaires envisagés par la CRE pour la période du TURPE 6 HTB ?

EDF est favorable aux grands principes tarifaires que la CRE propose de reconduire pour la période du TURPE 6 HTB.

Question 3 : Êtes-vous favorable au maintien de la rémunération des immobilisations en cours au coût de la dette, et non pas au CMPC ?

La réponse est confidentielle

Question 4 : Êtes-vous favorable au traitement ainsi envisagé des coûts échoués ?

La réponse est confidentielle

Question 5 : Êtes-vous favorable au traitement ainsi envisagé pour les plus-values et les moins-values des actifs cédés ?

EDF relève le caractère asymétrique du traitement envisagé : en cas de cession donnant lieu à plus-value comptable, RTE conserverait 20% de cette plus-value alors qu'une cession donnant lieu à une moins-value comptable ferait l'objet d'un examen de la CRE sur la base d'un dossier argumenté présenté par RTE. Afin d'éviter tout biais, il est souhaitable que la régulation soit symétrique. EDF n'est donc pas favorable au traitement envisagé par la CRE.

Question 6 : Êtes-vous favorable aux principes de fonctionnement du CRCP et d'évolution annuelle du TURPE 6 HTB (maintien du fonctionnement actuel) ?

EDF est favorable au maintien du fonctionnement actuel.

En effet, une période d'environ 4 ans apporte visibilité et stabilité sur un horizon de temps adapté à une vision industrielle. Avec la crise sanitaire et ses conséquences économiques mais également du fait des évolutions rendues nécessaires par la transition énergétique, la mise en œuvre d'une clause de rendez-vous (déjà en vigueur dans le TURPE 5 HTB) paraît indispensable.

Sur les charges les moins prévisibles et les moins maîtrisables, un mécanisme de type CRCP rattrapant l'écart entre le prévisionnel et le réalisé afin de permettre la couverture des coûts au plus vite reste tout à fait adapté. Les charges résultant d'évolutions législatives ou réglementaires devraient cependant bénéficier d'un traitement ad hoc en cas d'impact significatif nécessitant une couverture par le tarif sans délai, le plafonnement à +/-2% peut être conservé dès lors qu'une clause de revoyure

EDF

22-30, avenue de Wagram

75008 Paris

www.edf.com

à mi- période tarifaire (au bout de 2 ans) peut être activée à l'initiative de la CRE ou de l'opérateur si un changement majeur se produit.

En complément, EDF considère que la CRE ne devrait pas pouvoir, en cours de période, modifier la régulation incitative de la qualité de service et de la continuité d'alimentation afin que le gestionnaire de réseau conserve une bonne visibilité et un équilibre entre ses charges et ses recettes.

Question 7 : Êtes-vous favorable au périmètre des charges et produits couverts par le CRCP envisagé par la CRE selon les principes exposés ci-dessus pour le TURPE 6 HTB ?

Partiellement. L'incitation à la réalisation de gains de productivité est bien évidemment un mécanisme vertueux et donc souhaitable. Il est cependant nécessaire qu'un tel mécanisme ne repose que sur des charges maîtrisables mais aussi prévisibles par le gestionnaire de réseau.

Par rapport à la période passée, EDF note une modification des modalités de couverture proposées pour un certain nombre de postes conduisant à :

- Renforcer l'incitation pour RTE sur des sujets pour lesquels RTE ne dispose pas toujours des leviers de maîtrise (exemple : proposition sur l'achat de volume de pertes ou proposition pour les charges de constitution de réserves d'équilibrage).
- Mettre en place une régulation asymétrique défavorable à RTE (exemple : régulation incitative à la réalisation d'actions prioritaires).

EDF est favorable à l'extension du mécanisme du CRCP aux abattements, pénalités et indemnités liés aux services système tension. Ces dimensions dépendant des utilisateurs du réseau et n'étant pas maîtrisées par RTE, il ne semble pas pertinent d'inciter RTE à cet égard.

Selon EDF, les charges associées au dispositif ITC doivent être prises en compte à 100 % au CRCP, RTE ne disposant pas de leviers adéquats pour maîtriser ces charges. Dans la mesure où l'intégralité des ces charges est affectée au timbre d'injection, il serait par ailleurs légitime que l'évolution des dépenses sur ce poste se répercute directement sur le niveau du timbre d'injection.

« RTE demande la prise en compte du solde du compte ajustements-écarts à 100 % au CRCP. Il s'agit d'un compte extracomptable, prévu par le mécanisme d'ajustement et de responsable d'équilibre. RTE en demande la prise en compte à 100 % au CRCP en anticipation d'éventuelles évolutions du mécanisme qui ne garantirait plus, selon son analyse, une neutralité pour les comptes de RTE. La CRE considère, à ce stade, que les évolutions envisagées, en particulier la suppression du rejeu ex post du facteur k, ne remettent pas en question l'objectif d'équilibre, sur le moyen terme, de ce compte et n'envisage donc pas, à ce stade, d'inclure ce poste au périmètre du CRCP »

A défaut de déterminer dès aujourd'hui les modalités de neutralisation du compte ajustements-écarts, EDF considère qu'il serait prudent de prévoir qu'un solde non-nul de ce compte puisse être intégré au CRCP, le cas échéant. En effet, si la suppression du rejeu du k se concrétise, il est nécessaire de déterminer comment le solde du CAE sera traité : soit par le TURPE via le CRCP, soit par un mécanisme

« extratarifaire » de type coefficient « c ». En effet, malgré l'objectif d'équilibre du CAE demandé par la CRE, la nature même du CAE fait qu'il présentera inévitablement un déséquilibre.

EDF estime donc que le TURPE, via le CRCP, est le mécanisme à retenir pour couvrir le déséquilibre inévitable du CAE. En effet, celui-ci présente l'avantage d'être sans impact opérationnel d'intégration dans les offres commerciales pour les fournisseurs et représente un moindre risque en termes d'acceptabilité par les clients que l'ajout d'un terme supplémentaire dans les coûts de fourniture difficilement compréhensible.

Par ailleurs, en réponse à l'extension et aux évolutions des mécanismes de régulation incitative, il serait souhaitable de disposer d'une vision d'ensemble du dispositif de régulation incitative suivant les axes suivants :

- Liste des indicateurs / degrés de priorité
- Force d'incitation financière versus maîtrise et prévisibilité des postes de coûts supportés ou des recettes perçues.

Ces visions synthétiques pourraient garantir la cohérence et la pertinence du système ainsi déployé.

La suite de la réponse est confidentielle

Question 8 : Partagez-vous la position de la CRE selon laquelle la hausse des trajectoires financières relatives à la gestion des actifs est pertinente mais doit être conditionnée à la réalisation des objectifs opérationnels sous-jacents ?

La réponse est confidentielle

Question 9 : Êtes-vous favorable aux propositions d'évolutions de la CRE pour l'incitation sur le volume et le prix d'achat des pertes supportées par RTE ?

La réponse est confidentielle

Question 10 : Êtes-vous favorable à la proposition de la CRE de mettre en œuvre une régulation incitative portant sur les coûts de constitution de l'ensemble des réserves d'équilibrage, et à son paramétrage ?

La réponse est confidentielle

Question 11 : Êtes-vous favorable aux orientations envisagées par la CRE concernant le cadre de régulation des coûts de congestions nationales et internationales ?

EDF considère, comme la CRE, qu'il n'y a pas lieu de différencier les charges liées à la gestion des congestions nationales et internationales.

En pratique, RTE gère les congestions (et engage des charges en conséquence) dès lors que les flux résultant de la programmation librement réalisée par les acteurs de marché et des soutirages excèdent les limites de transit des ouvrages de transport d'électricité. Comme justement mis en avant par la CRE, il est parfois plus efficace de dimensionner le réseau électrique en tenant compte de la flexibilité des actifs et de préférer des coûts de congestion à des coûts de renforcement plus élevés. Dès lors que la décision de dimensionnement de réseau est prise, il est cohérent que le gestionnaire de réseau ayant ainsi réduit ses investissements (et minimisé les coûts) prenne en charge les coûts de gestion des congestions. Une fois validé le programme d'investissement de RTE, il ne semble pas cohérent d'inciter ensuite RTE à réduire ses dépenses de gestion des congestions. D'autant que l'expérience des TURPE précédents a démontré que la cible des dépenses est extrêmement difficile à évaluer précisément.

EDF considère donc que l'incitation relative à la gestion des congestions devrait de préférence se focaliser sur la qualité des prévisions de RTE en termes d'évolution des contraintes sur le système dans le cadre de l'élaboration des schémas décennaux et des décisions d'investissement (ou de recours à la flexibilité).

Question 12 : Dans le contexte actuel de forte hausse des investissements, êtes-vous favorable à la mise en place de l'incitation envisagée par la CRE à la maîtrise et à la priorisation des dépenses d'investissements pour le TURPE 6 HTB ?

L'incitation proposée viendrait se rajouter au SDDR. Pour EDF, il n'est pas cohérent de multiplier les priorisations des dépenses d'investissement.

Si cette incitation était toutefois mise en place, EDF est favorable à la clause de rendez-vous à mi-période tarifaire proposée par la CRE pour tenir compte des conséquences des évolutions législatives, réglementaires, juridictionnelles ou quasi-juridictionnelles. L'exemple de la prise en charge par RTE des raccordements des parcs éoliens off-shore montre l'ampleur des possibles évolutions du périmètre d'investissements de RTE.

RTE est en charge de préparer un schéma décennal robuste, sous forme de meilleure prévision possible. Une incitation sur la qualité de ses prévisions serait plus appropriée.

Question 13 : Êtes-vous favorable aux évolutions de la régulation incitative à la maîtrise des coûts des grands projets d'investissements proposées par la CRE pour le TURPE 6 HTB ?

La réponse est confidentielle

Question 14 : Êtes-vous favorable, pour le TURPE 6 HTB, à l'extension de la régulation incitative à la maîtrise des coûts des grands projets d'investissements à des projets plus petits sélectionnés aléatoirement par la CRE ?

La réponse est confidentielle

Question 15 : Êtes-vous favorable à la mise en œuvre d'un unique plancher de rémunération appliqué à la somme des trois incitations ?

La réponse est confidentielle

Question 16 : Êtes-vous favorable au mécanisme de régulation incitative des investissements « hors réseaux » proposé par la CRE pour le TURPE 6 HTB ?

EDF y est favorable. Une définition précise reste nécessaire, mais l'immobilier, les systèmes d'information non spécifiques ainsi que les véhicules légers peuvent aussi faire l'objet d'une incitation similaire pour la maîtrise des dépenses d'investissement et des dépenses d'exploitation. Les travaux en cours pour mettre en place un cadre de régulation en TOTEX concernant les dépenses relatives au SI peuvent être source d'inspiration pour dépasser l'arbitrage Capex/Opex.

Question 17 : Êtes-vous favorable à la mise en œuvre du cadre de régulation ad hoc proposé par la CRE s'agissant des projets immobiliers des sièges régionaux de Lille et de Marseille ?

EDF n'a pas de position sur ce point.

Question 18 : Avez-vous des observations à formuler sur les indicateurs de suivi envisagés par la CRE pour la période du TURPE 6 HTB ?

EDF est favorable à ce que RTE publie ses indicateurs de suivi d'utilisation du réseau calés sur les flux réels observés sur le RPT. Afin de pouvoir les mettre en perspective, un rappel des résultats des trois années précédentes serait utile et devrait être prévu. En outre, ces indicateurs devraient faire l'objet annuellement d'une présentation au sein de la commission du CURTE correspondante.

EDF suggère de recenser à travers l'enquête de satisfaction de RTE les indicateurs de qualité dont les utilisateurs du réseau de transport souhaiteraient disposer. Les indicateurs jugés les plus pertinents pourraient faire l'objet d'un suivi et les résultats du suivi être publiés. Par exemple, les producteurs raccordés au RPT seraient intéressés au suivi des indicateurs suivants :

- La fiabilité de la connexion (temps moyen de coupure, fréquence de coupure) afin de dimensionner les auxiliaires des centrales et la tenue des parties mécaniques de l'ensemble turbine/génératrice/excitatrice,
- Les niveaux de surtension au point de raccordement.

Question 19 : Êtes-vous favorable aux évolutions du dispositif de régulation incitative de la qualité de service envisagées par la CRE pour le TURPE 6 HTB ?

EDF confirme l'intérêt d'introduire un indicateur lié à l'onde de tension et partage l'intérêt de demander à RTE d'engager des réflexions dans le cadre des prochains groupes de travail dédiés aux

EDF

22-30, avenue de Wagram

75008 Paris

www.edf.com

services systèmes tension, afin d'affiner la problématique et de définir les indicateurs les plus pertinents.

EDF est favorable à la proposition de la CRE de suivre l'énergie non évacuée (ENE) par les producteurs pour cause de contraintes réseau, dans le contexte de mise en œuvre de la stratégie de dimensionnement optimal définie par RTE dans son SDDR.

EDF souhaite que soit introduit un indicateur lié à l'énergie cumulée n'ayant pas pu être injectée par les producteurs pour cause de contraintes réseau provenant de RTE, tenant compte notamment des opérations de maintenance du réseau programmées ou non programmées ayant eu une répercussion pour le producteur. EDF considère que cet indicateur peut apporter des enseignements sur l'efficacité de la politique de maintenance de RTE et conduire à des éventuelles incitations dans des futurs exercices tarifaires.

Question 20 : Êtes-vous favorable aux orientations envisagées par la CRE concernant le cadre de régulation de la qualité d'alimentation ?

Dans la continuité de sa réponse à la consultation publique d'octobre 2019, EDF considère que l'enjeu est de maintenir la qualité actuelle :

- En identifiant les points de vulnérabilité en amont, notamment pour les infrastructures de transport (et limiter ainsi les risques d'incident tel que celui de la gare Montparnasse),
- En assurant les process sensibles en zone rurale.

Il ne semble pas certain qu'une régulation incitative asymétrique améliore la qualité d'alimentation.

Question 21 : Êtes-vous favorable aux orientations envisagées par la CRE concernant les coupures longues sur le RPD issues du RPT ?

EDF y est favorable.

Question 22 : Avez-vous des remarques concernant le cadre de régulation incitative de la R&D envisagé par la CRE pour le TURPE 6 HTB ?

EDF est d'accord avec la proposition de la CRE qui contribuera à plus de transparence sur les travaux de R&D menés par RTE et financés par le TURPE, en veillant à limiter ces publications R&D aux sujets techniques (courant continu, systèmes de protections, ...) et en excluant les aspects technico-économiques les plus sensibles comme la valeur de la défaillance ou le critère d'ajustement qui relèvent d'une position de politique publique.

Question 23 : Êtes-vous favorable aux propositions d'évolution formulées par la CRE sur le dispositif du guichet « Smart grids » afin de lui donner plus de souplesse et d'efficacité ?

EDF est favorable à ces propositions d'évolution qui devraient permettre d'améliorer le guichet « Smart grids » et qui sont cohérentes avec les guichets similaires pour le gaz et pour Enedis.

Question 24 : Dans le cadre du traitement prioritaire du sujet des données, êtes-vous favorable aux orientations envisagées par la CRE sur la mise en place d'un cadre de régulation pour la publication de données prioritaires ? D'autres données devraient-elles figurer dans cette liste de données prioritaires pour lesquelles la CRE propose de suivre le délai de publication ?

EDF est favorable à la mise en place d'un suivi de la disponibilité et de la fiabilité de l'ensemble des données essentielles pour les acteurs. EDF estime que la publication rapide de ces données est également un élément essentiel pour en garantir la transparence et l'utilisation efficace par les acteurs. EDF considère que les données relatives au mécanisme de capacité citées par la CRE devraient faire partie de la liste des données prioritaires et que leur qualité et les délais de publication devraient faire l'objet d'un suivi. Selon EDF, RTE devrait publier avant chaque session de marché les dernières hypothèses concernant les contributions transfrontalières au mécanisme de capacité. Un suivi de ces publications devrait alors être réalisé.

EDF estime que la mise à disposition de données supplémentaires par les opérateurs de réseau serait bénéfique :

- Une carte de la sollicitation des capacités en réactif des producteurs passées et prévisionnelles,
- Le Common grid model français aux différents horizons de temps et jusqu'au J-1,
- Les prévisions de redispatching et de countertrading en J-1 entre 18h et 20h,
- Le niveau NRSFP en J+1 et sur une base historique portant sur les cinq dernières années.

En ce qui concerne la mise en place d'une incitation financière, EDF estime qu'elle ne peut pas porter sur les données dont la publication est imposée par la réglementation en vigueur et notamment par les règlements européens N° 543/2013 et N° 1227/2011. Il serait en effet inopportun d'attribuer un bonus à un gestionnaire de réseau pour la publication de données alors même que celle-ci est obligatoire.

Question 25 : Êtes-vous favorable aux orientations envisagées par la CRE sur la mise en place d'une régulation incitative à la réalisation d'actions prioritaires ? Avez-vous des remarques sur la liste des actions prioritaires identifiées à ce stade ?

EDF estime que, dans le cadre des évolutions des mécanismes de marché, le respect par RTE de ses engagements, notamment en termes de délais de mise en œuvre, doit être considéré comme crucial. C'est pourquoi EDF est favorable à la mise en place d'un mécanisme de régulation incitative portant sur le respect des délais d'exécution par RTE d'actions jugées prioritaires tel que proposé par la CRE. Comme la CRE, EDF souhaite que cette liste puisse être alimentée, après consultation des acteurs de marché, pendant toute la période du TURPE 6 HTB en cohérence avec les évolutions réglementaires et les chantiers prioritaires identifiés par la CRE.

Selon EDF, il convient de s'assurer de la symétrie du dispositif (le respect des délais pouvant donner lieu à une bonification) et de s'assurer avant l'application au GRT d'une pénalité financière que le non-respect des délais n'est pas lié à un événement extérieur et irrésistible. EDF estime également nécessaire de garantir une bonne articulation avec les autres incitations et de privilégier les mécanismes d'incitation les plus efficaces dans l'atteinte de l'objectif recherché. Ainsi et comme évoqué dans sa réponse à la question 10, EDF estime que, par exemple, une incitation au respect des délais de mise en place d'un appel d'offres pour la contractualisation de réserves transmettrait au GRT une incitation plus efficace, plus simple et plus lisible qu'un mécanisme incitatif fondé sur la maîtrise des coûts de constitution et des volumes des réserves d'équilibrage.

Il est nécessaire d'allouer les moyens aux GRT de réaliser ces actions prioritaires. En outre, en cas de définition de nouvelle action prioritaire en cours de période TURPE 6, il conviendra d'arbitrer entre les actions ou d'allouer plus de moyens pour la réaliser.

Question 26 : Avez-vous des remarques concernant le niveau prévisionnel des charges liées à l'exploitation du système électrique de RTE ?

En ce qui concerne la réserve secondaire, EDF estime que le passage à une contractualisation par appels d'offres et la rémunération différenciée des réserves à la hausse et à la baisse facilitera la fourniture de ce service par des nouveaux acteurs, ce qui permettra de réduire le coût de contractualisation associé pendant la prochaine période tarifaire.

EDF estime qu'il est indispensable de prendre en compte les coûts réels de la compensation synchrone dans les charges prévisionnelles afin que RTE puisse couvrir les coûts d'un service dont la sollicitation et les coûts associés ont fortement augmenté au cours des dernières années.

Enfin, EDF souhaite une transparence de RTE sur le détail des coûts de constitution des différentes réserves.

Question 27 : Avez-vous des remarques concernant le niveau prévisionnel des charges nettes d'exploitation (hors charges liées à l'exploitation du système électrique) de RTE ?

Les charges d'exploitation doivent être compensées de manière idoine.

EDF soutient ainsi la demande de RTE de prévoir une clause de rendez-vous qui offrirait la possibilité de revoir la trajectoire de charges à couvrir en cours de période tarifaire, si les effets de la crise sanitaire conduisaient la trajectoire réalisée à s'écarter significativement de la trajectoire de référence. Par ailleurs, il est essentiel que le taux d'imposition pris en compte soit bien celui retenu au final dans la Loi de Finances Initiale qui devrait être promulguée fin 2020 pour application en 2021.

Question 28 : Avez-vous des observations à formuler quant à la trajectoire de recettes d'interconnexion que la CRE envisage de retenir pour le TURPE 6 HTB ?

En ce qui concerne les recettes d'interconnexion, EDF considère que leur niveau dépend avant tout des capacités d'échanges transfrontaliers déterminées de manière coordonnée. Dès lors que ces méthodologies sont appliquées de manière appropriée, il n'y a pas lieu de prévoir une incitation particulière à la maîtrise de ces recettes, d'autant qu'elles dépendent de nombreux facteurs exogènes.

Il serait cependant utile d'inciter RTE à améliorer la qualité des prévisions sur lesquelles se fondent le calcul des capacités d'échanges (ou des capacités d'import dans le cadre du mécanisme de capacité), en évaluant par exemple :

- La marge d'erreur (Flow Reliability Margin) des prévisions de flux sur les éléments des réseaux du réseau électrique français susceptibles de limiter les échanges transfrontaliers,
- Le niveau des capacités d'import effectives en France, dans les situations où le prix J-1 dépasse une valeur seuil (par ex. 1000 €/MWh).

RTE pourrait ainsi être incité à réduire sa marge d'erreur et à réduire le risque de surestimer le niveau d'import en situation proche de la pénurie.

Question 29 : Avez-vous des remarques concernant le niveau du CMPC pour la période du TURPE 6 HTB et notamment la prise en compte de la baisse des taux d'intérêts sur les marchés et la baisse du taux d'imposition sur les sociétés ?

La réponse est confidentielle

Question 30 : Êtes-vous favorable à la hausse majeure de la trajectoire d'investissements envisagée, qui passent de moins de 1,5 Md€/an entre 2017 et 2019 à près de 2,2 Md€/an sur la période du TURPE 6 HTB, qui aboutit à une évolution prévisionnelle de la base d'actifs régulés de +23 % entre le 1^{er} janvier 2020 et le 1^{er} janvier 2025 ?

EDF est favorable à cette hausse des investissements de RTE dans la mesure où celle-ci est conforme aux objectifs de la politique énergie climat nationale et permet de conforter le rôle du réseau dans la transition énergétique. En particulier, ces investissements intègrent les raccordements des parcs éoliens offshore qui sont des activités nouvelles pour RTE, ainsi que des interconnexions sous-marines permettant d'améliorer la solidarité et les échanges au sein du système électrique européen, de réduire le coût de la sécurité d'approvisionnement, et de favoriser la transition énergétique par la mutualisation des flexibilités disponibles entre les pays. EDF y est donc favorable.

EDF note que cette hausse est conforme à l'évolution prévue dans le Schéma Décennal Directeur du Réseau (SDDR) dans lequel les volumes prévisionnels d'investissement augmentent en lien avec le nécessaire rôle du réseau dans la transition énergétique et la mise en œuvre de la Programmation pluriannuelle de l'énergie (PPE).

Question 31 : Avez-vous des remarques concernant les ajustements envisagés sur la trajectoire d'investissements « hors réseaux » ?

EDF partage la nécessaire maîtrise des coûts d'investissements de RTE, y compris sur les investissements hors réseaux. Pour autant, les ajustements proposés ne doivent pas conduire à une dégradation de la qualité de service rendue par l'opérateur, notamment dans un contexte accru d'utilisation des systèmes informatiques. Les ajustements qui seront retenus in fine devront permettre à RTE d'exploiter dans des conditions satisfaisantes le système électrique.

Question 32 : Avez-vous des remarques sur les trajectoires envisagées par la CRE concernant les quantités d'énergie transportées pour la période du TURPE 6 HTB ?

La réponse est confidentielle

Question 33 : Avez-vous des remarques relatives à l'évolution tarifaire envisagée du TURPE 6 HTB ?

Les recettes tarifaires doivent permettre au GRT de couvrir ses charges prévisionnelles, dont les charges de capital normatives, sur une période de quatre ans.

Enfin, il est nécessaire que les hypothèses d'impôts soient cohérentes avec la Loi de finances promulguée in fine fin 2020 pour application en 2021.

La suite de la réponse est confidentielle

Question 34 : Êtes-vous favorable à la proposition de la CRE de maintenir la forme générale des grilles tarifaires ?

Dans la continuité de sa réponse à la précédente consultation, EDF est favorable au maintien de la forme générale des grilles tarifaires. L'enjeu de ces grilles tarifaires étant d'envoyer le bon signal économique aux clients finaux, il paraît nécessaire que ces signaux de prix pour être efficaces, soient in fine retranscrits dans les tarifs réglementés de vente (en métropole continentale et dans les ZNI).

Question 35 : Êtes-vous favorable aux propositions de la CRE sur la hausse de la composante de gestion pour les domaines de tension HTB ?

La réponse est confidentielle

Question 36 : Êtes-vous favorable aux propositions de la CRE sur la stabilité de la composante de comptage pour les domaines de tension HTB ?

EDF est favorable à la proposition de la CRE sur la stabilité de la composante de comptage pour les domaines de tension HTB.

Question 37 : Êtes-vous favorable aux grilles tarifaires envisagées pour les domaines de tension HTB ?

EDF est favorable à conserver en HTB3 uniquement une composante liée à l'énergie pour le soutirage et souscrit à l'argument de la CRE selon lequel *«Le dimensionnement des réseaux du domaine de tension HTB 3 n'est pas directement lié aux pointes de soutirage, mais aux transits interrégionaux et internationaux»*.

EDF n'a pas de remarque de fond sur la méthodologie appliquée par la CRE en HTB1 et HTB2.

Question 38 : Êtes-vous favorable au maintien à 0,04 du coefficient des dépassements pour les domaines de tension HTB 2 et HTB 1 ?

Le maintien à 0,04 du coefficient des dépassements pour les domaines de tension HTB 2 et HTB 1 n'appelle pas de remarque de fond d'EDF.

Question 39 : Êtes-vous favorable aux orientations envisagées par la CRE s'agissant de la facturation de l'énergie réactive pour les consommateurs industriels ?

EDF apprécie que la CRE se préoccupe d'une gestion équilibrée (entre producteurs et consommateurs industriels) des sollicitations en puissance réactive en adaptant le levier financier.

EDF constate que les moyens de production sont très sollicités en puissance réactive, notamment en compensateur synchrone, par le gestionnaire de réseau sans toutefois obtenir une rémunération reflétant pleinement les sollicitations.

Question 40 : Êtes-vous favorable à l'évolution envisagée par la CRE du terme d'injection en HTB 3 et 2 ?

Concernant le timbre à l'injection existant, appliqué uniquement aux unités raccordées en HTB2 et HTB3, EDF rappelle que la mesure est discriminante pour la production d'électricité en France, qui est pénalisée sur les marchés européens.

EDF demande donc qu'un bilan soit tiré de l'impact pour la collectivité de la prise en compte des pertes dans le timbre d'injection HTB2 et HTB3. Si aucun bénéfice substantiel ne peut être mis en évidence, EDF préconise de supprimer cette composante du timbre d'injection pour se limiter à la prise en charge de l'ITC (avec une application particulière du CRCP sur cette composante).

D'autre part, les unités raccordées en HTB2 et HTB3 sont discriminées par rapport aux unités raccordées en HTB1, HTA et BT. Aussi EDF considère que les charges liées aux exports facturées à l'injection devraient être supportées par l'ensemble des producteurs (y compris par ceux qui sont raccordés en HTB1, HTA ou BT) au regard de leur niveau d'injection dans les situations où la France exporte.

Enfin, EDF estime que la fixation du tarif d'injection en fonction des prévisions d'ITC et des pertes électriques fournies par le GRT pose problème compte tenu de l'imprécision intrinsèque de telles prévisions (il est d'ailleurs impossible de différencier les pertes liées aux injections des pertes liées aux soutirages) et de l'incitation à la réduction des pertes et des coûts d'ITC, qui pourrait pousser le GRT à surestimer ces postes a priori.

Dans sa réponse à la consultation publique de la CRE sur les signaux économiques envoyés aux producteurs de juillet 2020, EDF avait relevé que la CRE envisageait de répercuter les coûts des réserves en fonction de l'énergie soutirée, quel que soit le domaine de tension avec une estimation de 0,10 c€/kWh. EDF avait souhaité que la CRE explicite l'estimation de ces coûts lors de la prochaine consultation publique sur le niveau tarifaire du TURPE6. Cette estimation n'est pas fournie dans la présente consultation ce qu'EDF regrette car cela rend plus difficile l'évaluation des propositions de la CRE.

ooOoo